

LA CRISE SYRIENNE UN ENJEU DE SECURITE REGIONAL

Emile Hokayem

Maître de conférences pour la sécurité au Moyen-Orient

Institut international d'études stratégiques

Le paysage stratégique du Moyen-Orient est en pleine mutation. L'invasion américaine de l'Irak en 2003 et la guerre civile qui a suivie ont renversé un ordre établi dont on peut légitimement questionner la solidité initiale. En 2011, le soulèvement syrien, devenu guerre civile, a accru l'instabilité de la région de manière inouïe. La fragilité des Etats et de leurs frontières, la piètre gouvernance, la montée en puissance d'acteurs non-étatiques particulièrement violents, les fractures au sein des sociétés arabes, la compétition régionale ainsi qu'une série de catalyseurs externes sont tous responsables de ce bouleversement sans précédent.

Que celui-ci affecte les pays du Moyen-Orient plutôt que ceux du Golfe peut aisément s'expliquer. Dans cette dernière région, l'internationalisation de la sécurité, l'influence militaire américaine, le coût des guerres ainsi que la richesse et la solidité relatives des différents Etats ont jusqu'à présent empêché des changements brutaux de pouvoir. Par opposition, les Etats faibles du Levant servent de champs de bataille où se joue la compétition régionale. L'Irak, et plus encore la Syrie, réfléchissent ainsi en miniature les oppositions plus larges qui ont déterminé la transformation récente du Moyen-Orient.

Les guerres civiles irakienne et syrienne

Le premier coup porté au système étatique du Moyen-Orient contemporain fut l'invasion américaine de l'Irak en 2003. D'un grand projet de refondation sociale et politique, l'entreprise militaire américaine s'est rapidement transformée en une guerre civile ruineuse qui a fait disparaître tout espoir de voir naître un Irak uni, stable et démocratique. Au lieu de cela, l'Etat irakien, déjà affaibli par des décennies de dictature, de guerres et de sanctions, a continué de se déliter sous l'effet des oppositions entre les chiites au pouvoir, la minorité sunnite reléguée dans l'opposition et les Kurdes, essentiellement soucieux de gagner leur autonomie.

Si les forces centrifuges de l'Irak furent provisoirement contenues à grands renforts de dollars, le nouvel ordre politique était fragile. Il fut bientôt investi par l'Iran qui profita du désordre politique pour s'imposer. La mainmise sur la vie politique par des partis alliés ou favorablement disposés envers Téhéran et la dissolution du pouvoir traditionnel irakien assurèrent ainsi la fin du rôle de l'Irak comme contrepoids régional de son voisin persan.

Plus encore que le cas irakien, le soulèvement syrien témoigne de l'apparition d'un malaise arabe. En effet, la série d'insurrections qui firent trembler le monde arabe en 2011 en dit long sur l'échec des gouvernements postcoloniaux de cette région. Autoritaires et inefficaces, ils n'ont pas réussi à créer un sentiment d'appartenance au sein de leurs populations. A cet égard, la révolte syrienne fut marquée par les mêmes revendications et les mêmes espoirs que les autres soulèvements arabes. La spécificité de l'organisation politique et sociétale de la Syrie a néanmoins contribué à faire de ce pays le principal lieu d'expression des tensions régionales.

Les cinq principales lignes de faille du Moyen-Orient s'y retrouvent ainsi de manière particulièrement nette :

- la première est celle qui oppose les gouvernements arabes et leurs citoyens, en raison d'une mauvaise gouvernance, de l'accroissement des inégalités, de la corruption, d'un système répressif et du déclin des idéologies nationalistes. Le fait que les printemps arabes n'aient débouché sur aucun dividende social ou politique immédiat n'a fait qu'accentuer cette opposition et renforcer par contrecoup les loyautés infraétatiques et transnationales.
- La seconde ligne de faille est la montée en puissance des revendications ethniques. Les gouvernements arabes n'ont pas réussi à contenir, maîtriser ou écraser les sentiments nationalistes kurdes en Irak et en Syrie. Il en résulte une fragilisation un peu plus grande de frontières déjà précaires, la perspective d'une sécession ne pouvant être écartée dans le cadre de l'actuel soulèvement.
- La troisième ligne de faille oppose un islamisme grandissant à un « sécularisme » arabe aux contours très flous. Partout au Moyen-Orient, les printemps arabes se sont accompagnés d'un renforcement des mouvements islamistes, populistes et radicaux, qui fit craindre l'islamisation des Etats arabes. En Syrie, l'histoire tachée de sang des Frères Musulmans et la présence de groupes minoritaires conséquents ont entraîné une mobilisation précoce contre ces groupes. La montée en puissance du djihadisme depuis 2013 n'a fait que renforcer cette résistance. Il serait pour autant erroné de considérer ceux qui se disent « séculiers » comme des libéraux ou des progressistes.
- La quatrième ligne de faille est celle qui traverse les courants islamistes eux-mêmes et qui oppose les réformistes, comme les Frères Musulmans, aux mouvements plus révolutionnaires, qui remettent en question les frontières et les Etats.
- Dans ce contexte, les rivalités géopolitiques constituent enfin la dernière ligne de faille. Le Qatar et la Turquie, qui y voient une opportunité sans précédent d'étendre leur influence, ont soutenu les mouvements islamistes, pendant que l'Arabie Saoudite et les Emirats Arabes Unis, qui considèrent l'islamisme comme une force populiste, transnationale et antimonarchique, ont tenté d'en contrer l'essor. Mais la rivalité la plus significative concerne l'Iran et l'Arabie Saoudite, deux puissances régionales majeures qui s'opposent depuis 1979 (voir infra).

Le déroulement du soulèvement syrien

La révolution syrienne peut être en partie décrite comme une révolte des marges contre les centres urbains. Au début du règne de Hafez Al-Assad, le Baas a cherché à mobiliser les paysans, les ouvriers et les soldats autour d'un programme socialiste et nationaliste afin de soumettre les élites qui épousaient pour leur part des vues islamistes, capitalistes ou conservatrices. Bachar Al-Assad inversa cette stratégie : de moindres ressources budgétaires et la volonté de libéraliser l'économie l'ont amené à privilégier les villes au détriment des zones rurales et à courtiser les milieux d'affaires. Ce changement de position explique que le soulèvement ait débuté dans les zones rurales et dans les banlieues, alors qu'une large partie des classes moyennes et supérieures sont restées loyales au régime.

La géographie du soulèvement s'est également calquée sur la carte religieuse du pays. De forts liens existent en effet entre l'appartenance confessionnelle et l'orientation politique, ce qui explique la surreprésentation des Sunnites dans l'opposition. Par contraste, le régime en a appelé pour sa part à une solidarité élargie assise sur la logique de l'*asabiyyah* (solidarité de groupe ou de sang) plutôt que sur la

seule appartenance religieuse. Les classes moyennes et supérieures sunnites furent ainsi courtisées et récompensées en fonction de leur loyauté, comme le furent la plupart des minorités, en particulier les alaouites qui gagnèrent les postes-clé des services de renseignement et de l'armée.

Cette organisation explique la solidité du régime et sa capacité à résister à cinq années de guerre civile. D'autres facteurs y contribuèrent. Al Assad s'est concentré sur le contrôle de la Syrie occidentale où se trouve l'essentiel de la population et des infrastructures. Dans les zones rebelles, il a pratiqué une politique de dépopulation à travers les sièges et les privations, et ce au prix d'un bilan humain catastrophique : à la mi-2016, presque un demi-million de personnes avait perdu la vie, plus de la moitié de la population avait quitté sa maison, dont 5 millions étaient partis chercher refuge à l'étranger. Pour mener à bien son action, il a par ailleurs bénéficié d'une plus grande puissance de feu (notamment grâce à sa supériorité aérienne), qu'il a su maintenir grâce au soutien infaillible de l'Iran et de la Russie. Afin de mobiliser sa base, il s'est enfin efforcé de dépeindre le soulèvement comme extrémiste, en pariant sur la montée en puissance des djihadistes comme le meilleur moyen de rétablir sa légitimité.

En comparaison, la rébellion – bien qu'elle soit populaire et qu'elle s'appuie sur de nombreux groupes – s'est révélée morcelée, mal équipée et vulnérable aux sirènes islamistes et extrémistes. Après plusieurs mois de manifestations majoritairement pacifiques, son basculement dans l'action armée fut davantage le fruit d'une réaction locale que d'une stratégie organisée et centralisée. Faute de cohésion et d'expérience, les forces rebelles peinent ainsi à administrer les zones libérées et à répondre aux besoins des civils. Elles ont également échoué à se fédérer avec les minorités et les factions kurdes, ôtant par là-même à la révolution sa dimension multiethnique et multiconfessionnelle. Leurs divisions ont enfin dissuadé l'Occident de les soutenir, tandis que les puissances régionales (notamment la Turquie, l'Arabie Saoudite et le Qatar) ont adopté à leur égard des stratégies différentes, et parfois contradictoires, aggravant ainsi le morcellement de la rébellion.

Aujourd'hui, le conflit syrien est ainsi devenu particulièrement complexe. Ce qui fut au départ une insurrection locale s'est régionalisé en 2012, a acquis une dimension transnationale avec la montée des mouvements djihadistes en 2012 et 2013, avant de devenir un affrontement réellement international en 2015, avec l'intervention russe. Il en résulte une partition de fait du pays. Le régime maintient son emprise sur les principaux centres urbains et les régions côtières de l'Ouest, tout en s'efforçant de récupérer l'intégralité d'Alep. La rébellion contrôle désormais une zone réduite qui n'est ni contiguë, ni structurée, qui est prise sous le feu croisé du régime, de la Russie, des forces kurdes et de l'Etat Islamique, et qui est infiltrée par Jabhat Al-Nusra, la branche syrienne d'Al-Qaeda. En comparaison, le PYD a obtenu de réels gains territoriaux au Nord, en partie grâce à l'aide occidentale octroyée en échange de sa lutte contre l'Etat Islamique. Enfin, le mouvement djihadiste contrôle une partie importante du centre et de l'est de la Syrie, notamment la ville de Raqqa.

La concurrence entre l'Arabie saoudite et l'Iran

Une des conséquences directes de ce conflit syrien est l'aggravation de la rivalité entre l'Iran et l'Arabie saoudite. Après avoir couvé sous la cendre pendant des décennies, celle-ci connaît aujourd'hui une importance nouvelle et est en passe de devenir une des premières lignes de faille de la région, les deux pays poursuivant un même objectif de suprématie régionale.

Depuis 2001, l'Iran ne cesse de consolider sa position dans la région, bien que ses principales avancées ne soient pas de son fait. Les Etats-Unis ont mis hors-circuit ses deux principaux ennemis, les Talibans en 2001 et Saddam Hussein en 2003, et ont contribué à l'émergence de nouvelles élites politiques favorables

à Téhéran en Afghanistan comme en Irak. Simultanément, l'allié libanais, le Hezbollah, s'est imposé comme une force militaire et politique majeure dans son pays.

Pour les Etats du Golfe, et en particulier pour l'Arabie Saoudite, ces évolutions constituèrent une remise en cause de l'équilibre régional d'autant plus inquiétante que l'Iran, sous la présidence de Mahmoud Ahmadinedjad, maintenait ses ambitions nucléaires et un discours particulièrement belliqueux. Le soulèvement syrien fut donc perçu comme une opportunité stratégique. Aux yeux de Riyad, la « victoire en Syrie » devait permettre de contenir l'expansionnisme Iranien, de compenser la perte de l'Irak et de ramener le Liban et la Palestine dans le giron saoudien, tout en punissant Assad pour ses méfaits, et en obligeant Damas à s'aligner sur les intérêts du Golfe.

L'Iran ne pouvait cependant envisager l'effondrement du régime d'Assad autrement que comme un revers monumental. La Syrie était son seul allié arabe. D'une communauté d'intérêts, leur alliance vieille de trois décennies s'était muée en une communauté de vue, avec pour ambition la volonté de forger un nouvel ordre régional. La chute d'Assad aurait par ailleurs compliqué le soutien opérationnel et logistique apporté par l'Iran à la milice libanaise chiite, principal outil de dissuasion et de rétorsion contre Israël.

La situation était donc mûre pour une confrontation. A partir de 2012, l'Iran mit son expertise et finalement sa main d'œuvre au service d'Assad. Il mobilisa aussi les milices chiites du Liban, d'Irak et d'Afghanistan, se servant de la menace de l'Etat Islamique pour justifier rétrospectivement son ingérence. L'Arabie saoudite de son côté manquait de savoir-faire, d'alliés locaux et de patience stratégique. Comme Doha et Ankara, Riyad fit le calcul que les groupes radicaux affaibliraient Assad à court terme et qu'ils pourraient être combattus dans un second temps. Après un certain temps, le royaume wahhabite dut cependant reconnaître le danger représenté par la montée de l'Etat Islamique et de Jabhat Al-Nusra.

Ces différentes manœuvres ont contribué à dégrader les relations entre Riyad et Téhéran, qui se retrouvent aujourd'hui de plus en plus enfermées dans une compétition à somme nulle. Au Liban, au Koweït, au Bahreïn et dernièrement au Yémen, les deux pays se livrent à une véritable guerre froide.

Une nouvelle ère du djihadisme

L'invasion américaine de l'Irak en 2003 a incidemment favorisé le retour en force du djihadisme sunnite. Elle a offert une cause et un champ de bataille à une nouvelle génération de combattants arabes et étrangers qui souhaitaient repousser l'intrus occidental. Le fanatisme de ces hommes contribua cependant à leur échec avant la fin de la décennie.

A partir de 2012, le vide sécuritaire et la confessionnalisation des affrontements en Syrie, ainsi que les revendications sunnites contre la politique sectaire menée par l'élite chiite en Irak réanimèrent pourtant les ramifications toujours vivaces d'Al-Qaeda en Irak. Dans ce contexte, l'Etat Islamique s'est révélé comme une forme particulièrement extrême de djihadisme, qui se nourrit de la faiblesse et des calculs politiques de ses ennemis.

A la différence d'Al-Qaeda, Daech s'est effectivement rapidement concentré sur la création et l'administration d'un califat établi à cheval sur la frontière irako-syrienne. Il y est parvenu en défaisant, mais aussi en ralliant, de nombreux acteurs locaux que les gouvernements irakiens et syriens s'étaient aliénés. Il y est également parvenu grâce au recrutement et à l'encadrement d'un nombre record de combattants arabes et étrangers.

Son expansion quasi-génocidaire en 2014 puis, à partir de 2015, la globalisation de son action à travers le renvoi chez eux des combattants occidentaux a provoqué une réponse à la fois régionale et internationale visant à réduire les ressources financières de l'Etat islamique, à détruire ses capacités militaires, à verrouiller son accès aux combattants étrangers et à inverser sa poussée territoriale. Malgré d'indéniables succès, comme la libération de villes syriennes et irakiennes, cette campagne anti-terroriste fut néanmoins gênée par le foisonnement des acteurs locaux et régionaux dont chacun poursuivait son propre intérêt. L'intervention des Russes ne fit qu'ajouter à la complexité de la situation, car les objectifs de Moscou divergeaient considérablement de ceux de la coalition américaine.

Daech est ainsi devenu le principal prisme à travers lequel nombre d'acteurs extérieurs considèrent la crise syrienne. Pour bien des Syriens le régime d'Assad constitue cependant toujours le principal problème.

Une nouvelle ère de repli américain

Le conflit syrien a coïncidé avec un désengagement américain au Moyen-Orient. Différents facteurs expliquent ce retournement stratégique : la baisse de la dépendance américaine au pétrole étranger grâce à l'accroissement de la production nationale ; la lassitude de la population et des élites face à des conflits d'apparence inextricable ; un scepticisme croissant vis-à-vis des expéditions menées dans cette région au vu des maigres résultats obtenus en Irak malgré d'importants moyens humains et financiers. La bascule vers l'Asie a ainsi été prônée par le corps diplomatique américain.

Sous la présidence d'Obama, la réduction de la présence américaine en Afghanistan a donc été actée, de même que le retrait complet d'Irak (mis en œuvre en 2011, au moment même où la crise syrienne s'aggravait). Dans le même temps, les Etats-Unis ont encouragé l'appropriation par les puissances régionales de leur propre sécurité. C'est à ce titre que la voie diplomatique a été privilégiée pour régler la question du programme nucléaire iranien, considéré comme un problème de sécurité mondiale, dont la résolution devait empêcher une nouvelle crise au Moyen-Orient. A partir de 2013, et jusqu'en juillet 2015, priorité fut donnée à la négociation d'un accord, ce qui impliquait de garder l'Iran à la table des négociations.

La politique américaine en Syrie s'est résumée par conséquent à des hésitations, des tergiversations calculées et à de graves erreurs. Très tôt, Obama annonça qu'« Assad devait partir » et que les Etats-Unis ne permettraient pas que soient perpétuées des atrocités de grande ampleur. L'usage d'armes chimiques constituait à cet égard une ligne rouge dont le franchissement déclencherait l'intervention américaine. Au fur et à mesure que le conflit gagnait en complexité, les Etats-Unis ont néanmoins adouci leur position jusqu'à renoncer, en septembre 2013, à répondre par des frappes à l'usage massif d'armes chimiques fait par les troupes d'Assad. Ceci a considérablement nuit à la crédibilité américaine au moment même où le conflit prenait une dimension régionale, puis internationale.

Bien malgré lui, Obama fut pourtant contraint de renvoyer l'armée américaine au Moyen-Orient face à l'expansion de Daech et à la chute de Mossoul, en juin 2014, qui démentaient l'idée que les Américains avaient laissé derrière eux un gouvernement stable. Pour venir en aide à l'Etat irakien, des forces aériennes et des conseillers militaires furent déployés, tandis qu'une coalition de pays arabes et occidentaux fut montée pour renforcer l'assise militaire et politique de cette intervention. Dans ce cadre, les Etats-Unis furent contraint d'accepter un partage des tâches avec l'Iran et ses alliés locaux qui ne manqua pas d'être fortement médiatisée.

Le volet syrien de la stratégie américaine fut beaucoup plus complexe. Dans ce pays, la coopération des autorités, les alliés et la crédibilité faisaient défaut aux Américains. La priorité donnée à la lutte contre Daech rendait par ailleurs moins essentielle l'éviction d'Assad. Tout en rejetant l'option proposée par les

Russes et certains Européens de coopérer avec le régime syrien, les Etats-Unis se sont donc concentrés sur la défaite de l'Etat islamique, en cultivant les liens avec certains acteurs locaux, en particulier les milices kurdes, plus disposées à combattre l'organisation terroriste que le régime.

Conclusion

Le conflit syrien est sans conteste un désastre. L'espoir initial et vain qu'il pourrait être contenu a laissé la place à la conviction douteuse qu'il peut être réglé en remettant à plus tard la question du sort d'Assad, le temps de combattre l'Etat islamique. Mais le soulèvement a déchiré le pays de manière irréversible et au prix d'un terrible bilan humain ; il a ravivé l'extrémisme et relancé la compétition régionale ; il a exacerbé le fanatisme et le communautarisme. En plus d'entraîner le départ d'un flot de réfugiés, il est enfin devenu une source d'insécurité tant pour les voisins de la Syrie que pour le reste du monde.